

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Dechets-nucleaires-Le-Deaut>

Réseau Sortir du nucléaire > Archives > Revue de presse > **Déchets nucléaires : Le Déaut soutient Namy**

27 novembre 2004

Déchets nucléaires : Le Déaut soutient Namy

Au delà des clivages politiques, les deux élus estiment qu'un deuxième laboratoire de recherche est indispensable.

BAR-LE-DUC. - L'ouverture des « Entretiens européens » sur la gestion des déchets nucléaires s'est déroulée hier, dans une ambiance perturbée par quelques dizaines de manifestants des Collectifs opposés à l'enfouissement, principalement de Meuse et Haute-Marne, les deux départements à la lisière desquels un centre de stockage souterrain pourrait se substituer au laboratoire de recherche actuel.

Quelques échauffourées avec les forces de l'ordre ont eu lieu lorsque les manifestants ont voulu empêcher les trois cents participants - essentiellement des experts internationaux - de pénétrer dans l'amphithéâtre.

Trop d'inconnues

Avec une bonne demi-heure de retard, le colloque débutait avec un plaidoyer de Christian Namy, président du conseil général de la Meuse, qui a fait part de ses inquiétudes à deux ans de l'échéance de la loi Bataille.

« Trop d'interrogations subsistent : absence d'un deuxième site d'expérimentation, quel dispositif d'accompagnement après 2006 ? »

L'élu meusien de droite a d'ailleurs reçu le soutien inattendu de Jean-Yves Le Déaut, le député socialiste de Meurthe-et-Moselle, spécialiste des affaires nucléaires, qui a affirmé qu'il prendrait ses responsabilités en

2006 si certains préconisent la nécessité d'un second labo. « Et je suggérerai alors que le moment n'est pas venu de choisir » (quelle solution définitive retenir), a précisé le parlementaire, « pas persuadé que l'enfouissement soit d'une urgence absolue ».

La poursuite des recherches, compte tenu du retard accumulé sur le site argileux de Bure, et la possibilité de pouvoir comparer les études avec un second site en milieu granitique sont parmi les exigences formulées par les Meusiens en vertu des engagements qu'ils ont pris pour accepter la construction du labo de Bure.

Exemples finlandais et suédois

Autre recommandation formulée, la dimension locale du débat public ne devra pas être éclipsée par l'importance de l'enjeu national. Dans ce cadre, une forme de démocratie participative reste à définir, sur la base d'un livre blanc comme l'a suggéré Patrick Devedjian, ministre de l'Industrie, lors de son message diffusé en vidéo au cours de ce colloque.

Un tel dialogue a déjà été expérimenté en Finlande et en Suède, avec en amont une large consultation des populations pour finir par un référendum d'initiative locale. Ces deux pays ont d'ailleurs choisi la voie de l'enfouissement de leurs déchets, tout comme l'Allemagne.

En France, le débat national devrait commencer à voir le jour début 2005, Jean-Yves Le Déaut ayant annoncé que trois réunions publiques contradictoires étaient envisagées sur la question de ces déchets, fin janvier et début février, vraisemblablement dans le cadre de l'Office parlementaire d'évaluation dont il est le vice-président.

Gérard BONNEAU